2. PARTIE JURIDIQUE CONCERNANT LA DÉCISION DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Par jugement du Tribunal Administratif de CLERMONT-FERRAND du 5 mai 2009, n°0801720, l'arrêté du préfet du PDD du 30 juillet 2008 refusant l'autorisation d'exploitation à VERNEA du pôle de traitement de valorisation des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune de Clermont-FD a été annulé.

Toutefois, dans ce même jugement, il était enjoint au préfet de prendre un arrêté devant définir « des prescriptions de nature à prévenir les dangers ou inconvénients que peut présenter l'installation projetée conformément aux motifs du jugement ».

Ainsi, en l'espèce, les motifs de ce jugement étaient les suivants :

« Considérant, néanmoins, et ainsi qu'il l'a été dit, que le préfet du Puy-de-Dôme pouvait assortir l'autorisation de prescriptions afin de prévenir les dangers et inconvénients que présente le projet au regard des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement en raison de son surdimensionnement dès lors qu'une capacité plus faible est de nature à favoriser l'objectif de réduction de la production de déchets ; qu'il résulte de l'instruction que la société VERNEA a établi le dimensionnement de ses installations en prenant en compte la population prévisible sur la zone d'exploitation retenue, qui comprend l'ensemble du département du Puy-de Dôme et 78 communes de la Haute-Loire, selon les données issues du plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés du Puy-de-Dôme, actualisées selon les dernières études de l'INSEE connues à la date d'établissement du dossier soumis à l'enquête publique ; que la population puydômoise représente, selon les données contenues dans l'étude d'impact, environ 94 % de la population totale de cette zone ; que pour évaluer la production des déchets collectés, l'exploitant a estimé, pour 2030, la population sur la zone retenue à 774 000 habitants ce qui représente, par application du pourcentage précité, 727 500 habitants pour le département du Puy-de-Dôme ; que toutefois, selon les études publiées par l'INSEE en décembre 2007, la population puydômoise ne devrait s'établir, selon la projection moyenne retenue, qu'à 645 600 habitants ; que **l'installation apparaît ainsi, surdimensionnée, ce qui est de nature à générer des pollutions supplémentaires si la société requérante entend utiliser son exploitation à la capacité maximale de l'autorisation qui lui sera délivrée ; qu'il convient, par suite, de prévenir un tel risque** ; que, dans ces conditions, les prescriptions spécifiques proposées par le préfet du Puy-de-Dôme à

la société VERNEA dans son courrier en date du 21 avril 2008, et qui prennent en compte ce surdimensionnement, sont de nature à prévenir de manière suffisante les dangers ou inconvénients que l'installation projetée est susceptible de présenter.

Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède que, **sous réserve d'une modification dans les conditions de droit ou de fait, il appartiendra au représentant de l'Etat dans le département du Puy-de-Dôme d'accorder l'autorisation sollicitée par la société VERNEA en fixant lui-même les conditions** conformément à ce qui a été dit ci-dessus, dans un délai qui ne devra pas excéder deux mois à compter de la notification du présent jugement ; que dans les circonstances de l'espèce, il n'y a pas lieu d'assortir cette obligation d'une astreinte

Aussi, par arrêté préfectoral du 20 mai 2009 autorisant la société VERNEA à exploiter un pôle de traitement de déchets à CLERMONT-FERRAND, les motifs devant être repris, ont donné lieu à une définition précise de la provenance des déchets, à l'interdiction du traitement de certains déchets (déchets importés provenant de l'étranger, déchets dangereux, déchets liquides et d'activité de soin à risque infectieux ; l'incinération de boues de station d'épuration quelle que soit leur siccité), mais aussi et surtout à une limitation du tonnage.

Or, c'est ce qu'envisage de remettre en cause la société VERNEA, en demandant l'augmentation du tonnage des déchets à plus de 150 000 tonnes, et le traitement des déchets provenant du bassin d'Aurillac.

Il apparaît ainsi clairement que les risques précédemment décrits ne seraient plus limités, ni prévenus, d'autant plus qu'un nouvel apport est sollicité par les déchets issus du traitement des lixiviats des ISDN du VALTOM à hauteur de 10 à 12 000 tonnes par an.